Une bombe : l’OCCRP, financé par l’USAID et SOROS pour financer les renversements de régime gênants !

écrit par Docteur Dominique Schwander | 9 février 2025

OCCRP : *Projet de signalement de la criminalité organisée. L'organisation est si riche qu'elle peut détruire tout se qu'elle veut dans les pays ciblés..*

Et si vous saviez qu'il existe une organisation appelée **Organized Crime Reporting Project (OCCRP)**, qui prétend être l'une des plus grandes organisations d'information au monde, avec 200 membres du personnel en partenariat avec plus de 50 médias « indépendants » dans le monde entier, mais **dont la mission fondamentale est de provoquer un changement de régime dans des pays ou des entités jugés hostiles aux États-Unis ?**
« *L'OCCRP est l'une des plus grandes organisations de journalisme d'investigation au monde, dont le siège se trouve à Amsterdam et dont le personnel est réparti sur six continents. Il s'agit d'une salle de rédaction à but non lucratif qui s'associe à d'autres médias pour publier des articles qui débouchent sur des actions concrètes*. »

Comment cela est-il possible ? Avec un budget annuel d'environ 23 millions d'euros, l'OCCRP tire parti de ses ressources financières considérables pour enquêter sur des individus et des gouvernements ayant commis des crimes ou des fautes dans des pays jugés hostiles aux intérêts des États-Unis. L'OCCRP collabore ensuite avec le Consortium mondial de lutte contre la corruption (GACC) pour lancer des enquêtes criminelles ou des sanctions sur la base de ses rapports. Enfin, l'OCCRP s'associe à l'organisation « Transparency International », affiliée à la CIA, pour développer des initiatives visant à changer de régime.

L'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) est un collectif mondial de journalistes d'investigation créé en 2006 et principalement financé par l'USAID et la Fondation Soros. Il prétend se concentrer sur la révélation des transactions financières internationales frauduleuses, du crime organisé et de la corruption – uniquement axés sur l'étranger et publiés par des médias locaux. **Son objectif semble être d'influencer les mouvements et les changements politiques dans les pays qui ne sont pas alignés sur les intérêts américains, sans que ces pays ne se rendent compte que les États-Unis et George Soros sont à l'origine de cette influence**.

L'OCCRP publie ses enquêtes dans les médias locaux et sur son site web. L'organisation mène plus de 60 enquêtes transfrontalières par an et forme des journalistes aux techniques de reportage. L'OCCRP développe également des outils pratiques pour améliorer l'efficacité des reportages et des publications.

En 2017, « NGO Advisor » a classé l'OCCRP au 69e rang mondial parmi les 500 meilleures organisations non gouvernementales.

Implication de l'USAID dans l'OCCRP

L'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) s'est avéré avoir une implication significative

(enchevêtrement ?) avec l'Agence américaine pour le développement international (USAID).
Financement de l'USAID : Le gouvernement américain a fourni 52 % de l'argent dépensé par l'OCCRP entre 2014 et 2023.
Indépendance de l'OCCRP : Bien qu'il se présente comme un organisme indépendant, la gestion de l'OCCRP l'a placé dans une position de dépendance structurelle vis-à-vis du gouvernement américain,
L'USAID dispose d'un droit de veto total sur la nomination du personnel clé et « aide » à diriger le plan de travail annuel de l'organisation.
L'USAID a été qualifiée de « nouvelle CIA », ce qui rend son implication intime dans les opérations de l'OCCRP très suspecte.
L'objet de l'enquête : L'OCCRP se concentre sur les gouvernements étrangers et les entités hostiles aux intérêts américains, alors que l'organisation n'enquête que rarement sur ses alliés.
L'OCCRP est l'un des principaux partenaires fondateurs et dirigeants du Global Anti-Corruption Consortium (GACC). Ce programme vise à déclencher des enquêtes criminelles ou des procédures de sanctions sur la base des articles de l'OCCRP.
Le gouvernement américain est le principal bailleur de fonds du GACC, avec une contribution de 10,8 millions de dollars par l'intermédiaire de l'USAID, mais l'Open Society Foundations (OSF) est un autre bailleur de fonds de premier plan. Fondée par George Soros, l'OSF a accordé des subventions à l'OCCRP, un partenaire clé du GACC.
Enfin, l'OCCRP s'associe à Transparency International, fondée par Michael Hershman (ancien membre du renseignement militaire américain). Il occupe plusieurs autres postes clé, dont celui de directeur du Centre for International Private Enterprise, de responsable du recrutement des informateurs du FBI et de directeur

général de la société de renseignement privée Fairfax Group.

Transparency International a été qualifiée de façade pour les opérations d'intelligence économique de la CIA. En outre, elle sert d'outil médiatique pour convaincre les pays de réviser leurs lois afin de « promouvoir l'ouverture des marchés ». Selon Wikispooks, Transparency International est utilisé comme mécanisme de pression dans le cadre des efforts de changement de régime du gouvernement américain.

Transparency International est financée par le département d'État américain, la Commission européenne, la National Endowment for Democracy (NED) du département d'État américain, le ministère britannique du développement international et l'Open Society Foundations (propriété du milliardaire George Soros).

L'OCCRP sert d'outil de propagande pour le gouvernement américain, d'instrument médiatique pour persuader les pays de modifier leurs lois, et l'OCCRP est utilisé comme une force interne à l'intérieur des frontières des États-nations souverains non alignés sur les États-Unis pour conduire des initiatives de changement de régime.

Toutefois, l'OCCRP a dépassé le stade de la persécution des entités et des gouvernements qu'il juge hostiles ; il semble désormais influencer les élections des alliés des États-Unis.

En Inde, le parti politique du président Modi a récemment affirmé que le département d'État américain était à l'origine des attaques ciblées de la presse contre le premier ministre Narendra Modi et le parti au pouvoir. Il a accusé l'OCCRP de tenter de « déstabiliser l'Inde » en utilisant le Projet de signalement du crime organisé et de la corruption (OCCRP) pour créer des rapports visant à perturber le Parlement. Bien entendu, l'OCCRP a « nié » ces allégations.

Cependant, l'histoire de l'OCCRP en matière de déstabilisation des gouvernements hostiles aux États-Unis est bien documentée, et il n'est donc pas exagéré de supposer que cela a pu être le cas ici. **Si c'est le cas, cela représente un tournant très sombre pour l'OCCRP.** C'est une chose et il est communément admis que l'OCCRP travaille au changement de régime d'entités jugées hostiles par le département d'État américain, mais **influencer le régime des alliés des USA est une toute autre chose. Nombreux sont ceux qui ne seront pas surpris d'apprendre que c'est sous l'administration Biden que l'OCCRP a commencé à s'attaquer à des partis politiques autrefois considérés comme amicaux à l'égard des États-Unis, y compris les nations de nos alliés politiques.**

Les présidents Biden et Modi se sont séparés au sujet de la guerre en Ukraine. L'Inde s'est abstenue de critiquer directement Moscou et a continué à acheter du pétrole russe. Cette divergence a conduit les États-Unis à menacer initialement de conséquences « significatives et à long terme » la position de l'Inde.

L'OCCRP a évité la publicité négative en faisant pression sur d'autres journaux et organisations qui enquêtent sur lui. Selon Mediapart, le journaliste américain Drew Sullivan, cofondateur et directeur de l'OCCRP, a fait pression sur un journal allemand pour qu'il cesse d'enquêter sur l'OCCRP et a porté de fausses accusations contre les journalistes du radiodiffuseur impliqués dans le projet.

Traduction deepl